

Au moment où les salariés se mobilisent massivement pour obliger le gouvernement à retirer la réforme des retraites, les «partis de gauche», au nom des lois du marché «à visage humain» et les confédérations syndicales CGT-CFDT, plus que jamais subsidiaires du gouvernement, volent au secours de cette réforme. En multipliant les journées qui se veulent unitaires, la CGT-CFDT et les «partis de gauche» cherchent à dévier le combat des salariés et le place sur le terrain électoral. L'unité syndicale, une «théologie subsidiaire». Ce problème, d'aujourd'hui et d'hier, est illustré par cet article d'Alexandre Hébert, une invitation à la réflexion, opposée à la pratique du suivisme et du formatage des totalitaires.

Bertrand Kanban

DU MYTHE FASCISTE DE L'UNITE...

Par la grâce de Lapeyre*, Pastre* et Forestier* (et peut-être aussi en raison de certains développements de la situation internationale) le problème de l'unité est de nouveau à l'ordre du jour.

Il me semble très significatif que ce problème de l'unité ouvrière préoccupe surtout des militants de la fonction publique. J'y vois une sorte de déformation professionnelle: le prolongement sur le plan syndical des tendances - inhérentes à l'Etat - au totalitarisme.

Pierre MONATTE a été scandalisé de mon expression «le mythe fasciste de l'unité».

Il faudrait, peut-être, s'entendre sur la signification à donner au mot fasciste.

Les marxistes qui sont, comme chacun le sait, de fameux casuistes, se sont ingéniés à établir des distinguos subtils sur la «nature» des «Etats fascistes» et des «Etats ouvriers». Ces laborieuses dissertations étaient certainement nécessaires pour convaincre les esprits superficiels de mon espèce qui persistent, néanmoins, à ne pas trouver de différences fondamentales entre les réalités sociales staliniennes, hitlériennes ou mussoliniennes....(la liste n'est pas limitative). Dans tous les cas, le même fondamental mépris pour l'individu allègrement sacrifié au mythe de la Nation, de la Race ou....de la Classe.

Qu'on m'entende bien, je ne prétends pas nier l'existence de classes antagonistes, mais je me refuse à faire de classifications (toujours arbitraires) des absolus auxquels il convient de tout sacrifier.

Il est clair qu'il n'existe pas, ailleurs que dans l'esprit des faiseurs de systèmes, de classe ouvrière à l'état pur. Ou alors il faudrait donner raison aux «autoritaires» et accepter avec eux la «dictature du prolétariat» (un autre mythe fasciste) et , conséquences logiques: le parti unique, le syndicat unique. On sait où de telles conceptions ont mené le prolétariat russe. Trop de camarades s'en tiennent encore au schéma marxiste selon lequel tous nos maux proviendraient exclusivement de la «propriété privée des moyens de production», et que tout doit être subordonné aux nécessités de la lutte anticapitaliste. Il ne m'est pas possible de souscrire à une telle façon de voir qui me semble, pour le moins, dater un peu.

Notre ennemi c'est notre maître. Que son autorité s'appuie sur la propriété privée ou collective des moyens de production, me semble détail négligeable.

Dans tous les cas, je réclame pour la classe ouvrière le droit d'avoir des organisations de défense. Tous les étatistes sont des patrons en puissance, ni plus ni moins féroces que les autres. Tout dépendra des moyens de défense que nous saurons mettre en œuvre. Il faut dès maintenant multiplier les îlots de résistance non seulement aux actuels capitalistes mais aussi aux futurs «patrons d'Etat».

La volonté d'unité participe de resprit centralisateur et totalitaire (dans toute l'acception du terme) qui prétend tout regrouper et contrôler. Elle est la négation de l'esprit libertaire auquel je demeure plus que jamais attaché.

Il existe des courants ouvriers. Pourquoi vouloir les «unifier» dans une même organisation? Je ne suis pas dupe (et eux non plus certainement) des garanties formelles réclamées par Lapeyre, Pastre et Forestier pour le fonctionnement des tendances.

Faut-il rappeler que les statuts de l'actuelle C.G.T. sont restés ceux inspirés de la Charte d'Amiens! L'expérience à laquelle, faute de mieux, il faut pourtant bien se référer, prouve que seul le pluralisme des organisations permet le développement et la survie des courants. L'unité organique aboutirait rapidement au triomphe de «l'appareil», c'est à dire au centralisme négateur de toutes les libertés, sans lesquelles aucune action féconde ne pourra être poursuivie en faveur de l'émancipation ouvrière.

Il n'est d'ailleurs pas mauvais de rapprocher le point de vue unitaire de Lapeyre de celui qu'il défend quant à la structure de la C.G.T.-F.O. Dans les deux cas, nous nous trouvons en présence d'un centralisateur (doublé d'un corporatiste). Il faut nous rendre à l'évidence : Lapeyre et ses collègues ne sont pas des militants ouvriers.

Qu'ils en soient conscients ou non, ils apparaissent comme les représentants de cette classe de technocrates qui cherche laborieusement à édifier les instruments de sa puissance. Les ouvriers ne sauraient être trop méfiants à leur endroit.

Alexandre Hébert

* Roger Lapeyre, Fédération FO des travaux publics; Aimé Pastre, Services pénitentiaires CGT; Denis Forestier, Syndicat national des instituteurs; tous militant, à l'époque, pour la réunification de la CGT (ndlr).